



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 19/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des Installations classées**

Visite d'inspection du 17/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SIBELCO France**

2 rue Foljuif  
77140 Saint-Pierre-Lès-Nemours

Références : 253042  
Code AIOT : 0006501372

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans La carrière de sables et grès industriels exploitée par SIBELCO France à LARCHANT (77760. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIBELCO France
- BONNEVAULT 77244001 77760 Larchant
- Code AIOT : 0006501372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière et les installations de traitement de sables industriels et de grès situées aux lieux dits " Les Groves ", "Le Casse Cou", "La range des Champarts", "Le Chemin Verteau", "le Chemin de Paris", "la Basace" sont autorisées au bénéfice de la société SIBELCO France par l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 064 du 4 décembre 2001 pour une durée de 30 ans. L'arrêté préfectoral n° 2002 DRIEAT UD 77 099 a modifié les montants de référence des garanties financières et la remise en état.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article IV-3	Demande d'action corrective	15 jours
5	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article III-16	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 4.3-1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Garanties financières	AP Complémentaire du 10/08/2022, article 1	/	Sans objet
3	Cote fond de fouille	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article III-11	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La remise en état de la partie Est de la carrière prend forme et affiche une très belle progression. Coté Ouest , le verger est planté et l'extraction se poursuit.

L'inspection a constaté que l'échelon de terrassement présent le jour de l'inspection ne respecte pas les dispositions de l'arrêté préfectoral: le plein des réservoirs des nombreux dumpers, bulls et niveleuses est réalisé à partir d'une citerne routière placée à demeure près des installations, en dehors de l'aire étanche de la carrière.

L'exploitant doit faire modifier le mode opératoire de remblayage utilisé par le sous-traitant car il ne respecte pas les bonnes pratiques de nature à prévenir tout accident.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 4.3-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 29/10/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/04/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Il existe sur le site trois piézomètres. Au plus tard six mois après la notification du présent arrêté un quatrième piézomètre sera implanté à l'aval hydraulique pour compléter le dispositif de suivi de la qualité des eaux souterraines. L'exploitant consignera dans un registre les relevés mensuels du niveau de la nappe dans chacun des piézomètres, les résultats des analyses annuelles des prélèvements effectués dans les piézomètres et portant notamment sur les paramètres de l'article IV-3-2-2 ci après. Les années paires on mesurera également le fer, le plomb, le cuivre, le mercure, le chrome IV, le zinc et la conductivité. L'installation de prélèvement d'eau est équipée d'un compteur volumétrique.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les piézomètres sont instrumentalisés mais ils font aussi l'objet de relevés manuels. Les résultats des analyses ne montrent pas d'anomalies. Le puits est équipé d'un compteur volumétrique, l'eau est utilisée pour le lavage des engins. Le rapport de comblement de PZ2 a été transmis à l'inspection par mail du 17/04/2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/08/2022, article 1					
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières					
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les montants de référence des garanties financières TTC est établi comme suit :</p>					
Période	Échéance	$S_1$ max (ha)	$S_2$ max (ha)	$S_3$ max (ha)	Montant de référence (Cr) (€ ttc)
5	4 décembre 2026	3,552	55,155	6,074	2 025 382,00

6	4 décembre 2031	3,552	55,155	6,074	2 025 382,00
<b>Constats :</b>  Au 31/12/2024, les surfaces S1, S2 et S3 sont respectivement de 3ha 16a 55 ca, 50ha 83a 93ca, et 4ha 25a 33 ca. Chacune de ces surfaces est inférieure aux surfaces mentionnées pour la période 5.					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite					

#### N° 3 : Cote fond de fouille

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article III-11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect de la cote fond de fouille
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'extraction est arrêtée à 2 mètres au-dessus de la nappe phréatique, la cote qui sert de référence est celle des plus hautes eaux dont le plan varie de 65,2 m à l'Est du site à 67,5 m à l'Ouest de celui-ci. Dès que la cote limite d'extraction est atteinte (niveau des plus hautes eaux + 2 mètres) est atteinte, l'exploitant met en place sur le carreau de la carrière une borne ou un repère fixe de nivellement NGF, pour permettre à tout moment de contrôler le respect de cette prescription.
<b>Constats :</b>  L'extraction se poursuit vers l'Ouest, selon l'étude réalisée par l'exploitant, les niveaux de hauts de la nappe sont montés. Pour rester 2 mètres au-dessus de la nappe l'exploitant tient compte de cette étude. La cote fond de fouille (limite d'extraction) est donc 70 m NGF à l'ouest de la route et 72 m NGF plus à l'ouest. L'inspection a constaté lors de la visite que des repères sont effectivement en place sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article IV-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :  I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche ( ou une aire étanche équipée d'un

point bas) permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

**Constats :**

Les travaux de découverte et de remise en état sont sous-traité.

Une entreprise extérieure est présente sur site avec de nombreux engins (dumpeurs, niveleuses et bulles).

L'inspection constate la présence à demeure d'une citerne routière à proximité des installations, elle sert à alimenter les engins du sous-traitant.

Le plein des réservoirs de ces engins n'est pas réalisé sur l'aire étanche dont dispose la carrière.

La présence de cette citerne n'est pas prévue par le dossier de la carrière.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit donner cette consigne aux sous-traitants et leur permettre d'utiliser l'aire étanche du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 5 : Remise en état**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article III-16

**Thème(s) :** Risques accidentels, Remblayage de la carrière

**Prescription contrôlée :**

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Il est réalisé exclusivement avec les matériaux extraits du site (terres de découverte, matériaux non valorisables).

**Constats :**

La qualité des matériaux utilisés pour remblayer la carrière n'appelle pas de remarques.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la dangerosité de la méthode employée par le sous-traitant:

L'opération consiste à remblayer la carrière par le haut d'un talus avec un dénivelé estimé à plus de 10 m.

Un petit merlon est disposé en extrême bord du talus au bord du vide.

Un bull positionné perpendiculairement à ce petit merlon, indique par un coup de klaxon au dumper chargé qui recule, de s'arrêter. Le dumper vide alors son chargement en levant sa benne. Les matériaux dévalent la pente. Le dumper part et le bull repousse le reste des matériaux dans la pente.

L'inspection indique à l'exploitant que les dumpers ne doivent pas vider au bord du vide, le sol, tout juste remblayé, est instable, le dumper peut être déstabilisé en levant sa benne chargée et le petit merlon sera incapable de le retenir.

L'inspection rappelle que les dumpers doivent vider sur une plate-forme stable clairement repérée

sur site et à distance de la verse. Les matériaux sont ensuite repoussés par le bull.  
L'inspection invite l'exploitant à prendre en compte cette remarque, car il est responsable de l'ensemble de la sécurité dans la carrière.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit faire modifier le mode opératoire de remblayage de la carrière.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

